

Un an après le drame du Rana Plaza, la sécurité des usines bangladaises ne s'est pas améliorée

mercredi 23 avril 2014, par [VULSER Nicole](#) (Date de rédaction antérieure : 22 avril 2014).

Un an après l'effondrement, le 24 avril 2013, de l'immeuble du Rana Plaza - le plus tragique accident industriel du Bangladesh s'était soldé par la mort de 1 135 salariés d'ateliers de textile et plus de 2 000 blessés -, où en est l'indemnisation des victimes et de leur famille ?

Le fonds d'indemnisation des victimes n'a toujours pas réussi à lever les 40 millions de dollars (29 millions d'euros) prévus, selon les syndicats IndustriALL et Clean Clothes Campaign. Selon eux, seulement la moitié des vingt-neuf marques qui faisaient appel à ces ateliers ont apporté leur obole. « *On leur demande pourtant de contribuer à moins de 0,2 % de leurs profits* », s'agacent les syndicats.

Le groupe irlandais Primark, qui vend des jeans à moins de 10 euros, s'est mobilisé le premier. Selon Paul Lister, le directeur du service juridique de la marque et de sa maison mère (ABF), « *Primark a apporté 12 millions de dollars, dont 9 millions directement aux 580 salariés de New Wave Bottoms ou à leurs familles.* » Ce sous-traitant fabriquait des pantalons pour Primark au deuxième étage de l'immeuble.

Chacun des survivants sera indemnisé selon les préjudices médicaux subis et les familles des ouvrières décédées recevront de l'argent, au prorata du nombre de personnes qu'elles faisaient vivre.

« *Nous avons aussi donné 2 millions de dollars qui ont été distribués en urgence à chacun des 3 600 travailleurs du Rana Plaza, qu'ils aient ou non travaillé pour nous* », ajoute-t-il. Ils ont touché chacun neuf mois de salaire (640 dollars). De plus, un million de dollars supplémentaires apportés par Primark abondent le fond d'indemnisation, sous l'égide de l'Organisation internationale du travail (OIT).

D'autres donations émanent, selon l'OIT, notamment des sociétés américaines Gap, Wal-Mart, espagnoles El Corte Ingles, Mango, française Camaïeu, de l'enseigne à bas prix allemande KIK, du danois Mascot, des britanniques Premier Clothing et Bonmarché, du canadien Loblaw... Au 4 avril, ces donations n'excédaient pas 15 millions de dollars, soit un peu plus du tiers de l'objectif attendu.

Par ailleurs, deux groupes incontournables du textile, l'espagnol Inditex - c'est la maison mère de Zara - et le hollandais C & A ont contribué à ce fonds, en tant qu'importants acheteurs du Bangladesh. Ces deux entreprises n'avaient pourtant pas passé de commandes au Rana Plaza.

En revanche, le distributeur français Auchan campe sur ses positions et refuse d'apporter un centime alors que des vêtements de sa marque In Extenso avaient été produits sur les lieux du drame. Auchan assure avoir été « *victime d'une sous-traitance dissimulée* ». « *Ne pas maîtriser sa*

production ne le dédouane pas de sa responsabilité envers les victimes », réplique Clean Clothes Campaign.

Le géant de la distribution Carrefour, qui travaille avec quarante-quatre fournisseurs au Bangladesh et a installé dans ce pays un bureau de cinquante-quatre salariés, nie aussi tout lien avec le Rana Plaza. Son porte-parole assure que les étiquettes Tex Man trouvées dans les ruines de l'immeuble n'étaient pas les siennes.

Benetton a, pour sa part, été contraint de reconnaître avoir fait appel à un sous-traitant du Rana Plaza, New Wave Style, après la diffusion de photos de vêtements de sa marque dans les décombres. Le groupe italien a d'abord accepté de rejoindre le comité de pilotage du fonds d'indemnisation en septembre 2013, mais l'a finalement quitté. Il assure aujourd'hui avoir aidé les victimes par le biais de l'organisation humanitaire BRAC.

UNE TRAGÉDIE PRÉVISIBLE

Quid, aujourd'hui, de la sécurité des ouvriers du textile dans les usines du deuxième pays exportateur au monde de vêtements après la Chine ? S'est-elle améliorée ?

La tragédie du Rana Plaza était prévisible, selon Clean Clothes Campaign. « *Ce sont environ 700 employés de la confection qui sont morts dans des incendies, entre 2006 et 2013, au Bangladesh* », précise le syndicat.

En 2012, 111 avaient péri dans l'incendie de l'usine Tazreen de Dacca. Rien n'avait été fait pour remédier aux problèmes de sécurité jusqu'à l'effondrement du Rana Plaza. Ce drame a au moins servi à faire prendre conscience de l'ampleur de l'insalubrité des 4 500 usines de confection répertoriées au Bangladesh.

Depuis, un accord inédit - pour la sécurité incendie et celle des bâtiments - a été signé par plus de 150 enseignes et marques textiles du monde entier. Sept usines ont été complètement fermées et deux l'ont été partiellement après la mise en évidence de faiblesses structurelles des bâtiments. Quelques milliers d'employés n'ont plus de travail mais ils ne risquent plus, au moins, de perdre la vie dans un bâtiment vétuste.

La question de la mise aux normes des usines ne semble pas pour autant réglée. « *La pression salariale va avoir des répercussions sur les efforts menés pour améliorer la sécurité* », prévient dans un entretien à l'agence Reuters Emdadul Islam, directeur de Babylon Group, qui emploie 12 000 personnes.

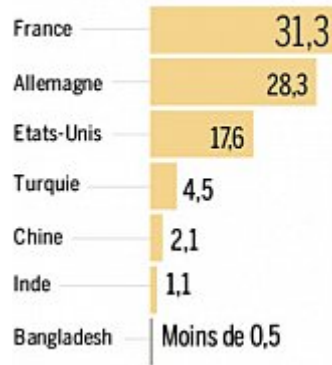
Sous la pression des syndicats, le salaire minimum des ouvriers du textile a en effet été relevé en décembre 2013, de 76 %, à 68 dollars par mois (50 euros).

Cinq mois plus tard, les dirigeants du secteur affirment que leurs clients refusent que cette hausse salariale soit répercutée sur leurs factures et font jouer la concurrence, en menaçant de passer commande au Vietnam, au Cambodge ou en Inde.

Salaire ou sécurité ? Safia Parvin, secrétaire générale du National Garment Workers Federation (NGWF), la fédération nationale bangladaise des travailleurs du textile, estime que les réformes pour améliorer la sécurité ne seront pas faciles à mener à bien. « *La plupart des propriétaires d'usines sont des membres du Parlement ou du parti au pouvoir. Aucun n'aura envie de renforcer une législation qui irait à l'encontre de leurs intérêts* », dit-elle au Monde.

Nicole Vulser

COÛT HORAIRE DANS LE TEXTILE
EN 2011, EN DOLLARS



SOURCE : WERNER INTERNATIONAL

P.-S.

* LE MONDE | 22.04.2014 à 11h17 • Mis à jour le 23.04.2014 à 04h45.